

ARRÊTÉ DU MAIRE

N°2026-023 P

Objet : Délégation de fonction et de signature au 1^{er} Adjoint au Maire

La Maire de la Commune de MONTS :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122-18 conférant au Maire le pouvoir de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et à des membres du conseil municipal ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122-23 conférant au Maire le pouvoir de déléguer à un ou plusieurs de ses adjoints, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie des attributions qui lui ont été déléguées par le conseil municipal sauf disposition contraire dans la délibération de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n°2026.03.02 du Conseil Municipal de Monts en date du 20 mars 2026 fixant à 8 le nombre d'adjoints au maire ;

Vu le procès-verbal de l'élection et de l'installation de Monsieur Jean-Luc ARMAND en qualité de premier adjoint au maire en date du 20 mars 2026 ;

Considérant que pour la bonne marche des affaires communales, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire de procéder à une délégation de fonction du maire au bénéfice du premier adjoint ;

ARRÊTE

Article 1

Il est donné, sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation permanente à Monsieur Jean-Luc ARMAND, premier adjoint au maire, pour accomplir tous les actes relatifs aux missions qui lui sont dévolues dans les domaines de compétences suivants :

- Urbanisme et aménagement de la ville
 - Etudes et programmation du développement urbain de la commune dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme,
 - Politique et actions foncières liés à l'urbanisme opérationnel,
 - Examen et suivi des dossiers dans le cadre de l'Application du Droit des Sols,
 - Réglementation et autorisation liées à l'affichage, à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes,
 - Relations entre la Ville et les bailleurs sociaux,
 - Aménagement de l'espace public ;

Article 2

Dans le champ de sa délégation, Monsieur Jean-Luc ARMAND est habilité à signer les actes suivants :

- Les correspondances administratives y compris les notes de service,
- Les arrêtés et autorisations administratives,
- Les contrats et conventions,
- Les engagements hors marchés publics.

Article 3

Délégation de fonctions lui est également donnée pour signer :

- En cas d'absence ou d'empêchement du maire, les décisions prises en application de la délégation donnée par le conseil municipal au maire, conformément à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales ;
- En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory LARCHER, adjoint au Maire ayant reçu délégation de signature dans le domaine concerné, tous les actes, décisions, arrêtés, courriers et tous documents, dans les domaines de compétences suivants :
 - Bâtiments,
 - Voirie ;

Article 4

La signature de Monsieur Jean-Luc ARMAND des pièces et actes énumérés ci-dessus devra être précédée de la formule indicative suivante : « **Par délégation du Maire** ».

Article 5

Pour l'exercice de ses attributions, Monsieur Jean-Luc ARMAND bénéficie entant que besoin, du concours de tous les services municipaux ainsi que des organismes délégataires de la Ville. Toutefois, l'adjoint n'aura aucune autorité sur le personnel des services.

Article 6

La présente délégation débutera au 1^{er} avril 2026 et prendra fin au cas où les délégataires viendraient à cesser leurs fonctions, et en tout état de cause, à la date d'installation d'un nouveau conseil municipal.

Article 7

La Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'en application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi par voie postale (28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans Cedex 1) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 8

Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de MONTS est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché aux lieux et places habituels et dont ampliation sera remise à :

- M. le Préfet d'Indre et Loire,
- M. le Procureur de la République,
- M. le Comptable Public du SGC de Chinon.

Monts, le 30 mars 2026

La Maire



Notification faite le

- Signature de l'intéressé(e)